

Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**BOULEVARD BESSON BEY**

**ODP\_ACS\_2026\_00559**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R. 411-8 et R. 417-10,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté unique de circulation urbaine n°2026-87 du 27 janvier 2026,

**VU** l'arrêté n°2026-326 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Guillaume CHUPIN, 8ème adjoint, Délégué aux Travaux, à la Vie Quotidienne, à la Propreté Urbaine, au Stationnement et à la Lutte Contre les Nuisibles

**VU** l'arrêté n°2026-351 portant délégations de fonctions et de signatures à Madame Valérie CINQUALBRE, Directrice Générale des Services

**VU** l'arrêté n°2026-353 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale,

**VU** l'arrêté n°2026-334 portant délégations de signatures à Madame Marie PICHENE, Directrice des Affaires Juridiques,

**Considérant** l'arrêté n° **ODP\_ACS\_2026\_00516** portant réglementation provisoire de la circulation et du stationnement octroyée à l'entreprise SELOTI, dans le cadre de travaux de réfection de la couverture au n° 1 BOULEVARD BESSON BEY,

**Considérant** la demande de l'entreprise SELOTI transmise à la collectivité le 30/03/2026 portant sur une modification de dates d'intervention de l'arrêté de circulation et de stationnement sus-nommé,

**Considérant** qu'il revient à Monsieur le Maire, ou à son représentant, au titre de ses prérogatives d'appréhender cette modification, et ce, par un nouvel arrêté,

**Considérant** qu'il a été délivré une autorisation d'occupation du domaine public au demandeur et qu'il revient à Monsieur le Maire, ou à son représentant, de garantir, par voie d'arrêté, une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et / ou le stationnement,

**ARRÊTE**

**Article 1** Sont modifiés comme suit les articles de l'arrêté sus-nommé :

**Article 2** A compter du 13/04/2026, à partir de 8H30 et jusqu'au 24/04/2026 inclus, en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

**BOULEVARD BESSON BEY au niveau du n°1 - au droit de l'immeuble**

**Circulation alternée par panneaux au droit de l'intervention**

**Stationnement autorisé au droit de l'intervention, en partie trottoir et chaussée, pour le véhicule de l'entreprise**

**Circulation des piétons interdite sur le trottoir au droit de l'intervention sauf accès résidents**

**Article 3** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire, conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 4** La signalisation correspondant à l'article 1 sera mise en place par le demandeur, lequel devra afficher cet arrêté dans les conditions réglementaires. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

En cas d'achèvement anticipé des travaux, celui-ci devra remettre la signalisation en conformité avec celle qui précédait l'intervention.

**Article 5** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à l'article 1, Le stationnement des véhicules est interdit. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédent est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate;.

**Article 6** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7** La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié sur le site internet de la Ville.

Ampliation adressée au :

- Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

- Directeur de la Police Municipale.

ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 02/04/2026

Pour le Maire et par délégation

Valérie CINQUALBRE

Directrice Générale des Services